

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1973)
Heft: 247

Rubrik: Le carnet de Jeanlouis Cornuz

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Comment engager un travailleur étranger sans permis

Lu dans l'hebdomadaire allemand « Die Zeit » du 26 octobre :

« On cherche pour le début 1974 à Genève secrétaire comme jeune fille au pair.

» On offre appartement indépendant et bien meublé avec cuisine et salle de bains plus 500 francs suisses. On attend certaines connaissances du travail de bureau, anglais, français, goût de l'ordre, intérêt pour l'art et la littérature. Possibilité de poursuivre sa formation.

» Faire offre avec photo et curriculum vitae à : Memorial Foundation, 3 b avenue de l'Ermitage, CH 1224 Chêne-Bougeries ».

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

La publicité que vous payez

Je lis dans l'AZ du 23 octobre 1973 un excellent article du cher Walter Matthias Diggelmann, qui s'en prend à l'agence d'extrême-droite *Trumpf Buur* (« Aktion für freie Meinungsbildung ») et à sa dernière annonce payée : *Was geht uns Chile an ? — En quoi le Chili nous concerne-t-il ?*

« ... Allende n'avait absolument rien d'un démocrate exemplaire. Son parti a armé illégalement les ouvriers des usines avec des armes cubaines et tchèques (...)

» Enfin, Allende a déclaré en février, avec toute la netteté désirable, qu'il aiderait le communisme à s'imposer au Chili, s'il le fallait par la force des armes (...)

» Ainsi donc, en lieu et place d'une répression sanglante par les communistes, le Chili en connaît une par les militaires. »

Etc., etc. Le tout, par exemple, dans *Die Tat* du 19 octobre 1973, sur un quart de page, en rez-de-chaussée.

Et Diggelmann de nous (me) révéler que, derrière *Trumpf Buur*, il y a le conseiller national Eibel, lequel d'une part apparaît dans un roman de Diggelmann, *L'Héritage* (traduit par Eric Schaer) sous le nom de Frauenfelder ; et d'autre part se fit avantageusement connaître voici quelques dizaines d'années par ses activités « frontistes » et ses sympathies pour le regretté Schickelgruber, alias Hitler... Bien.

Tout ceci est fort intéressant, mais ne répond pas à toutes les questions que je me posais. Dont la première, que voici :

D'où vient l'argent ? L'argent nécessaire pour payer une annonce aussi considérable ? Je vois trois possibilités :

1. De fonds privés, de Bührle par exemple, qui occupe les trois autres quarts de la page de *Die Tat* déjà citée, avec une annonce invitant les populations à visiter ses établissements, où elles pourront voir entre autres des armes, des munitions, etc. — et l'on comprend que Bührle ne puisse pardonner à feu le président Allende d'avoir préféré de la camelote cubaine et tchèque à l'excellent matériel... etc. Malgré tout, sans vouloir surestimer le quotient intellectuel du bon Dieter, on peut se demander si vraiment il est disposé à gaspiller son argent pour faire paraître des annonces où la mauvaise foi la plus flagrante le dispute à la sottise — et cela alors qu'hélas la question du Chili est momentanément réglée.

2. Une autre hypothèse serait que *Trumpf Buur* est « payé par Moscou ». Bien loin d'avoir affaire à des élucubrations imbéciles, qui ne peuvent raisonnablement espérer convaincre personne (sinon ceux qui étaient déjà convaincus), *Was geht uns Chile an ?* serait un article d'une diabolique habileté, destiné à couler par le ridicule les « frères en la foi » du général Pinochet... Hypothèse un peu « sophistiquée », comme disent nos journalistes en parlant des engins de destruction les plus modernes, mais que j'envisagerais si j'étais de *La Nation* !

3. Reste la possibilité (c'est la lecture du *Journal*

politique de Kurt Marti qui m'y fait penser) que *Trumpf Buur* soit subsidié par tel ou tel office du Département militaire fédéral, en d'autres termes par vous et moi...

C'est malheureusement l'hypothèse la plus vraisemblable.

En tout cas, on aimerait bien des précisions.

J. C.

Un cadeau de M. Celio à Hailé Selassié

« Chacun est responsable de son propre malheur. Il est inconcevable de s'en remettre à une aide venue d'en haut comme l'on attend tout d'un cadeau ». L'empereur Hailé Selassié, qui vient d'enterrer en grande pompe le célèbre coureur de marathon Abebe Bikila, porté aux nues comme le modèle de l'Ethiopien qui s'est pris en charge lui-même jusqu'à la limite de ses possibilités, sait de quoi il parle. Le pays sur lequel il règne depuis si longtemps compte toujours parmi l'un des plus pauvres du globe. Et le sort de la population de l'empire, sa misère, et par-dessus tout son dénuement terrible sur le plan de la santé (un médecin pour 190 000 habitants) ne sont pas près de changer, malgré les fastes qui viennent de se dérouler à Addis Abeba, le 2 novembre, à l'occasion de l'inauguration d'un superbe hôpital (« Duke of Harrar Memorial Hospital ») de cinq cents lits. Pourquoi revenir ici sur une inauguration qui laissera la plupart des Suisses indifférents ? Il se trouve que ce merveilleux hôpital fonctionnera en partie grâce à des fonds helvétiques, plus précisément grâce à un cadeau de 4 millions de M. Celio à Hailé Selassié. Au titre de la coopération technique, avec la bénédiction des médecins bernois. Il se trouve que tous les calculs montrent que le coût des soins dans cet établissement sera tel que ne sera soignée là que la BSAA (Bonne société d'Addis Abeba). Ce n'est pas ainsi que nous concevons l'aide aux pays en voie de développement.